



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le trente septembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 24 septembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 25

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliko PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 7

Agnès SIBILLE donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Christel BOUBERT donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Jean-Luc HEBERT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Pascale GALAIS
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 30 septembre 2024

M_DL240930_143

URBANISME - SCOT - AVIS SUR LE SCOT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE LE HAVRE SEINE MÉTROPOLE - ARRÊT - AVIS VILLE DE MONTIVILLIERS

Monsieur Aurélien LECACHEUR, Conseiller municipal délégué - Le Schéma de cohérence Territoriale (ScoT) est un document de planification et d'urbanisme qui définit les grandes orientations d'aménagement du territoire communautaire.

Il coordonne les différentes politiques publiques composant la vie d'un territoire tels que l'habitat, les déplacements, le développement commercial ou encore l'environnement. Ce document s'impose au sein d'un rapport de compatibilité avec les différents documents urbanistiques tels que les plans locaux en vigueur sur le territoire communautaire.

Par ailleurs, cette compatibilité doit s'inscrire également avec le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi). Ce document est en cours d'élaboration conformément au code de l'urbanisme et aux documents thématiques tels que le Programme Local de l'Habitat (PLH) ou le Plan des Mobilités (PDM).

Le ScoT Le Havre Pointe de Caux Estuaire (LHPCE) a été adopté le 13 février 2012 sur le périmètre du Syndicat mixte du même nom regroupant les anciennes Communauté de l'Agglomération Havraise (CODAH) et la Communauté de Communes Caux Estuaire. Le ScoT recouvrait trente-trois communes. Une révision générale a été prescrite le 11 juillet 2014. Quant au territoire de l'ancienne Communauté de Communes du Canton de Criquetot- l'Esneval était couvert par le ScoT du Pays des Hautes Falaises.

Depuis la naissance de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole au 1^{er} janvier 2019, regroupant les trois anciens établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), elle devient compétente en matière des documents urbanistiques, dont le ScoT. Cette prise de compétence a entraîné automatiquement la dissolution du syndicat mixte du ScoT LHPCE au 31 décembre 2018 et une abrogation des dispositions du ScoT du Pays des Hautes Falaises sur l'ancienne communauté de commune de Criquetot-l'Esneval.

A la lumière de ce constat et par la délibération en date du 1^{er} octobre 2020, la Communauté urbaine a approuvé le bilan du SCoT Le Havre Point de Caux Estuaire (LHPCE) et a décidé une révision générale. La poursuite de cette révision s'inscrit dans les dispositions réglementaires antérieures à l'ordonnance n°2020-744 du 17 juin 2020 en vigueur depuis le 1^{er} avril 2021, et applicable aux ScoT dont l'élaboration a été prescrite postérieurement à cette même date.

De ce fait, le SCoT est élaboré suivant l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015. Le Document d'Orientations et d'Objectifs du SCoT intègre par ailleurs les dispositions législatives introduites par la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) approuvé le 23 novembre 2018, la loi portant sur la lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets dite loi climat et résilience en date du 22 août 2021, ainsi que la loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux du 20 juillet 2023.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Par ailleurs, la délibération en date du 1^{er} octobre 2020, fixe les modalités de concertation préalable ainsi que les objectifs suivants, et poursuivis par la révision générale du ScoT :

- Prendre en compte les documents réglementaires de rang supérieur, visés aux articles L. 131-1 et suivants du Code de l'urbanisme,
- Assurer un développement urbain maîtrisé et cohérent,
- Anticiper et s'adapter aux effets du réchauffement climatique et prendre en compte les risques naturels et anthropiques qui concernent notre territoire,
- Conforter l'offre touristique et favoriser l'attractivité du territoire,
- Mettre en place une politique d'urbanisme commercial cohérente,
- Articuler les actions en matière d'urbanisme et de déplacements,
- Renforcer le positionnement de notre territoire dans l'économie internationale,
- Favoriser le développement des énergies renouvelables et encourager la réduction des consommations énergétiques,
- Veiller au maintien des grandes infrastructures paysagères et renforcer les éléments identitaires qui font la spécificité de notre territoire,
- Préserver la trame verte et bleue et participer à la mise en réseau des espaces.

A la lumière de ce constat, il convient désormais de donner un avis sur le projet du ScoT arrêté lors du Conseil Communautaire du 4 juillet 2024.

En outre, et conformément au code de l'urbanisme, le ScoT Le Havre Pointe de Caux Estuaire est composé d'un ensemble de pièces, dont un rapport de présentation, du projet d'aménagement et de développement durable (PADD), de l'évaluation environnementale, du document d'orientation et d'objectif (DOO) incluant le document d'aménagement artisanal et commercial (DAAC).

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L143-20 et R 143-4 considérant qu'il convient d'émettre un avis sur le projet de ScoT arrêté par la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole le 4 juillet 2024

VU le Schéma de Cohérence Territoriale Le Havre Pointe de Caux Estuaire (SCoT) approuvé le 13 février 2012, la délibération du 11 juillet 2014 portant révision de ce schéma et la délibération du 1^{er} octobre 2020 actant la poursuite de ladite révision à l'échelle de la Communauté urbaine ;

VU la délibération du 1^{er} octobre 2020, où la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole a approuvé le bilan du ScoT Le Havre Point de Caux Estuaire (LHPCE)

VU la délibération du 1^{er} octobre 2020, où la Communauté Urbaine définit les modalités de concertation préalable, ainsi que les objectifs poursuivis par la révision générale du ScoT

VU la délibération se portant sur le débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) prise lors du Conseil Communautaire en date du 6 juillet 2023

VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 4 juillet prescrivant une révision du Schéma de cohérence territoriale Le Havre Pointe de Caux Estuaire

CONSIDÉRANT

- que la révision du SCoT Le Havre Pointe de Caux Estuaire (SCoT) a été prescrite par délibération du 4 juillet 2024 à l'échelle du territoire Le Havre Seine Métropole ;
- que la déclinaison des neuf axes du document d'orientation et d'objectifs sont en concordance avec la feuille de route communale ;
- que le document d'aménagement artisanal et commercial du document d'orientation et d'objectifs est en adéquation avec la feuille de route communale ;

Sa commission municipale n°6, Attractivité du territoire et urbanisme réunie le vendredi 27 septembre 2024, consultée ;

VU le rapport de Monsieur **Aurélien LECACHEUR**, Conseiller délégué en charge de l'Urbanisme et de l'Habitat digne ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- De donner un avis favorable au projet du SCoT arrêté lors du Conseil Communautaire du 4 juillet 2024

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

